



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2909
3 mai 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Contre les capitalistes et leurs guerres

Pour une Europe des travailleurs !



Haiti

**Le joug des
gangs et de
l'impérialisme**

Page 11

Mayotte

**Chasse
aux pauvres
et choléra**

Page 16

18, 19 et 20 mai

**La fête de
Lutte ouvrière**

Pages 8 et 9



PHOTOS LO

Leur société

- Macron et l'Europe: tout l'humanisme d'un Rafale 3
- Dette publique: le gouvernement garantit l'austérité 3
- Gaza: le gouvernement veut faire taire ceux qui protestent 3
- Logement social: menaces pour les locataires 6
- Bâtiment: ouvriers sans travail, familles sans toit 6
- Ehpad publics: asphyxiés au profit du privé 6
- Qui jette des jeunes à la rue? 6
- Justice de classe 6
- Atos: derrière la souveraineté, les petites affaires entre amis 7
- Pouyanné au Sénat: c'est moi qui commande! 7
- Agent Orange: contre les crimes de Monsanto et de l'armée américaine 7

Agenda

- Fête de Marseille 3
- Meetings de campagne 3
- La fête de Lutte ouvrière à Presles, les 18, 19 et 20 mai 8-9

Européennes

- Le 26 avril: «la division essentielle, c'est celle des classes sociales» 4-5
- Jean-Pierre Mercier: «repandre conscience de la force des travailleurs» 4-5
- Nathalie Arthaud: «confortés dans nos perspectives communistes révolutionnaires» 4-5

Dans le monde

- Gaza: une guerre sans fin 10
- États-Unis: le soutien à Israël contesté 10
- Insécurité alimentaire: «mourir de faim dans un monde d'abondance» 10
- Haïti: les masses exploitées n'ont que le choix de la révolte 11
- Soudan: un an de guerre 11
- Migrants: les conséquences d'une politique criminelle 16
- Mayotte: le choléra sévit, Darmanin traque les pauvres 16
- Les responsabilités de l'État à Mayotte 16

Dans les entreprises

- MA France 12
- DRFIP - Paris 12
- Technocentre Renault - Guyancourt 12
- Tri postal - Roissy 12
- Sanofi 13
- Colgate - Compiègne 13
- Chantier des JO - Paris 13
- SNCF 14
- RATP Bus 14
- Nos lecteurs écrivent: ISM Interprétariat 14
- Brink - Bétheny 15
- Groupe Casino 15

Europe: en fait d'Union, la concurrence économique et la guerre!

«L'Europe peut mourir»; «elle est encerclée par des puissances régionales désinhibées»; «le réarmement du monde s'accélère»: pour tenter de mobiliser son camp menacé d'une déroute aux élections européennes, Macron se pose en champion de la défense de l'Europe. Il s'est rallié au projet de bouclier antimissile européen qu'il refusait jusque-là.

Si la guerre est en train de rattraper l'Europe, Macron et les dirigeants des puissances impérialistes en sont les principaux responsables. Le système qu'ils défendent, c'est la guerre économique permanente pour accéder aux matières premières et conquérir des marchés au détriment de leurs rivaux. Ces rivalités expliquent pourquoi le monde entier est au bord de la guerre généralisée.

Poutine a envahi l'Ukraine pour tenter d'empêcher que les capitalistes occidentaux accaparent les marchés et les ressources de ce pays issu de l'Union soviétique. Depuis, pour s'assurer que l'Ukraine reste une semi-colonie du capital occidental, l'OTAN fait durer cette guerre fratricide qui détruit le pays et décime sa population.

La recherche de la suprématie par les grandes puissances impérialistes est la cause de bien des guerres en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient. Elle est à l'origine de celle qui oppose Israël aux Palestiniens. En effet, c'est pour assurer leur influence dans cette région riche en pétrole, et stratégique pour le commerce international, que les Britanniques ont favorisé la création d'un État juif au détriment des Arabes.

Les États-Unis ont pris le relais, faisant d'Israël leur allié indéfectible pour veiller sur leurs intérêts au Moyen-Orient. Pourtant, si une puissance régionale est aujourd'hui «désinhibée», c'est bien Israël: elle massacre impunément les Palestiniens à Gaza, les pourchasse en Cisjordanie et provoque le Hezbollah libanais et l'Iran, au risque d'embraser toute la région!

La guerre économique se déroule aussi entre grandes puissances impérialistes censées être alliées, les États-Unis et les différentes puissances européennes. Entre elles, la seule règle qui vaille est le rapport de force.

Grâce à leur puissance, les États-Unis signent les plus gros chèques, attirant des industriels européens qui partent s'y installer. Parce que le marché américain est plus vaste et moins morcelé, des capitaux quittent l'Europe pour l'Amérique.

De leur côté, invoquant la transition énergétique ou la relocalisation de la production, les dirigeants européens ouvrent eux aussi les caisses de leur État, chacun veillant à arroser d'abord ses constructeurs automobiles nationaux, ses producteurs d'électricité ou ses géants du BTP.

Ces rivalités économiques permanentes expliquent pourquoi une Europe vraiment unifiée est impossible dans le cadre capitaliste.

Il en va de même sur le terrain militaire: la «défense européenne» n'existe que dans les discours de Macron. La défense et l'armement constituent un marché profitable dans lequel la guerre économique fait rage.

Ainsi l'Allemagne n'achète pas d'avions Rafale à Dassault, mais des F-16 américains, tandis que la France n'imagine pas acheter de chars allemands Leopard. Nexter, Thales, Safran et les autres marchands d'armes tricolores exigent que l'armée française soit pour eux un client exclusif.

Oui, la guerre économique se niche partout. Dans une économie en crise, avec des capacités de production colossales et des marchés saturés, elle est de plus en plus rude. Elle peut se transformer à tout moment en affrontement armé.

Les préparatifs d'une guerre entre les deux géants que sont les États-Unis et la Chine se font ouvertement. Pour conserver leur rôle de gendarme du monde, les États-Unis ont dépensé l'an dernier 900 milliards de dollars. C'est 40% du total des dépenses militaires de la planète et quatre fois plus que la Chine.

Que la guerre soit économique ou militaire, les capitalistes et leurs serviteurs politiques la font toujours payer aux travailleurs. D'abord, au travers de la course à la compétitivité et en taillant toujours plus dans les budgets des hôpitaux ou des écoles pour acheter des missiles. Puis, lorsque les guerres éclatent, en les envoyant sur les champs de bataille.

La guerre est inséparable du capitalisme. Pour avoir la paix, les travailleurs doivent préparer la révolution, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste, pour placer la société sous leur direction.

Il faut affirmer cette perspective en votant pour la liste «Lutte ouvrière - le camp des travailleurs» lors des élections européennes du 9 juin.

Nathalie Arthaud



Macron et l'Europe : tout l'humanisme d'un Rafale

Dans le discours prononcé à la Sorbonne, Macron prétendait exalter un « humanisme européen, évidemment aussi un humanisme de dignité et de justice ».

Derrière l'emphase présidentielle, il s'agissait en fait de présenter un programme qui n'avait rien d'humaniste : que l'Europe soit capable de produire ses propres bombes et missiles ! Et Macron de s'enthousiasmer : « Et, de la Croatie à la Grèce, qui pensait, il y a sept ans, que le Rafale deviendrait une des solutions de la défense aérienne européenne ? »

Derrière le « nous » et le « nos », Macron parlait de la France, et en fait des industriels français, en particulier ceux de l'armement, comme Dassault.

Macron défend l'Union européenne, certes. Mais il pense surtout à mieux défendre la famille Dassault, qu'il verrait bien équiper avec ses machines volantes et surarmées une future armée européenne,

et que ce soit de préférence à des avions de guerre américains ou du consortium Eurofighter GmbH, qui réunit Britanniques, Allemands, Italiens et Espagnols. Quand Macron déclare, avec pathos, que l'Europe peut mourir, il entend seulement justifier une augmentation des dépenses militaires : « Tout le monde dit : c'est entre 650 et 1 000 milliards par an de plus. C'est beaucoup et on ne peut pas différer cet investissement. Parce qu'on ne peut pas remettre à demain notre sécurité. » Le rôle d'un

Dettes publiques : le gouvernement garantit l'austérité

Un nouvel épisode de la tragi-comédie jouée depuis des semaines sur le thème du naufrage des comptes publics s'est achevé sur le verdict de Fitch et Moody's, deux agences financières de notation. Finalement, la note de la France a été maintenue... et les coupes budgétaires aussi.

Le rôle de ces agences de notation consiste en principe à évaluer la capacité de l'État français à faire payer à la population une dette publique qui se monte à 3 100 milliards d'euros. En indiquant le degré de risque de faillite d'un État ou d'une entreprise, ces notes

peuvent influencer sur les taux d'intérêt, et donc sur le poids de la dette dans les comptes publics. L'État se retrouve en effet dans une spirale infernale où les emprunts qui arrivent à échéance sont remboursés en concluant de nouveaux prêts.

Le risque de dégradation

des notes attribuées par ces agences a servi à justifier les coupes de 10, puis de 20 milliards d'euros dans le budget de l'année. Puis, à peine leur sentence rendue publique, le ministre de l'Économie Le Maire a expliqué que, puisque la note n'avait pas été abaissée, il était urgent de procéder à de nouvelles coupes budgétaires. Quoi qu'il se passe, pour le ministre, les travailleurs doivent se serrer la ceinture.

Au vu des taux d'intérêt réclamés aujourd'hui par les

Qui veut la Paix prépare le guerre



Macron consiste à en arracher la part la plus grosse possible pour la bourgeoisie française.

Boris Savin

AGENDA

Fête de Marseille

Dimanche 5 mai
à Gardanne, à partir de 11 h
À 15 heures, débat avec
Nathalie Arthaud

Meetings de campagne



Avec Nathalie Arthaud

- Nice, mer. 15 mai, à 19 h
- Caen, ven. 24 mai, à 18 h 30
- Strasbourg, mar. 28 mai, à 18 h
- Montpellier, jeu. 30 mai, à 19 h

Avec Jean-Pierre Mercier

- Reims, jeu. 23 mai, à 19 h
- Nancy, dim. 26 mai, à 16 h
- Tours, mer. 29 mai, à 20 h
- Le Mans, jeu. 30 mai, à 19 h
- Montpellier, jeu. 30 mai, à 19 h

Et aussi

- Valence, lun. 6 mai, à 18 h 30
- Dieppe, ven. 24 mai, à 18 h
- Bourg-en-Bresse, sam. 25 mai, à 18 h
- Annecy, mer. 29 mai, à 18 h
- Grenoble, jeu. 30 mai, à 18 h 30

Renseignements :
lutte-ouvriere.org/portail/europeennes-2024.html

Gaza : le gouvernement veut faire taire ceux qui protestent

Le gouvernement continue sa campagne de censure et de pressions contre ceux qui dénoncent à juste titre le massacre de près de 40 000 personnes à Gaza par l'armée israélienne.

Le secrétaire de l'union locale CGT du Nord a écopé d'un an de prison avec sursis pour un tract qui dénonçait l'occupation israélienne. Maintenant, ce sont plusieurs responsables de LFI qui ont été convoqués pour leurs positions sur le sujet dans le cadre d'une enquête.

Mercredi 24 avril, une poignée d'étudiants de l'école de Sciences politiques de Paris a tenté d'occuper une partie des bâtiments pour protester contre le massacre à Gaza. Dans la nuit, des dizaines de CRS ont été envoyés pour les déloger.

Le comité Palestine qui a organisé cette occupation réclame, entre autres, que les liens avec les universités israéliennes soient rompus. On peut être en désaccord avec cette demande, car les étudiants israéliens ne sont pas responsables de la politique de leur gouvernement, et opposer les populations les unes aux autres en reprenant à son compte la politique d'une organisation comme le Hamas ne fait pas avancer la cause des exploités.

Mais interdire une telle manifestation vise en fait à faire taire toute critique, et

cette mise en scène voudrait faire croire en plus que cette occupation estudiantine relevait de l'antisémitisme.

Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France, a donc parlé de supprimer les subventions à cette école, qui forme les futurs cadres de l'État. À Science Po, les enseignants peuvent faire des cours dans lesquels ils demandent aux élèves de trouver des arguments pour justifier la torture, pendant que d'autres élèves cherchent des arguments opposés, afin que chacun apprenne à n'avoir ni point de vue ni valeurs morales propres. Et il serait interdit de défendre des positions politiques différentes de celles du pouvoir !

financiers pour consentir à prêter leurs capitaux, la charge de la dette devrait dépasser les 72 milliards d'euros en 2027, la rapprochant du budget de l'Éducation nationale qui est de 82 milliards. Cela ne représente que la moitié des bénéfices dégagés l'an dernier par les entreprises du CAC40... Alors, que les capitalistes remboursent eux-mêmes cette dette, faite par eux et pour eux !

Sacha Kami

Toute critique de la politique de l'État d'Israël est donc assimilée à de l'antisémitisme, cette haine de la population juive, qui a été durant des siècles alimentée par l'idéologie chrétienne et les pouvoirs en place en Europe. Toute dénonciation du massacre en cours à Gaza devient de l'apologie du terrorisme. Ainsi le monde se résume en deux camps : celui des grandes puissances prétendument démocratiques, avec leurs bombes ne visant qu'à imposer la paix et le bonheur des peuples, tandis que ceux qui s'y opposent sont taxés d'appartenir au camp des terroristes, racistes, assassins et barbares. Il faut refuser ce chantage.

Marion Ajar



“La division essentielle, c’est celle des classes sociales”

Vendredi 26 avril, à la Mutualité à Paris, le meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière pour l’Île-de-France a été un succès, réunissant près de 1 100 personnes. Entourés des candidats de la région, infirmière ou employée, cariste ou conducteur de métro, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier ont développé le programme de la liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs.



Jean-Pierre Mercier : “Reprendre conscience de la force des travailleurs”

du travail, sinon en pire, tant que la bourgeoisie sera aux commandes.

Si la France n’est pas, ou pas encore, en guerre militaire, il y a une autre guerre qui, elle, a éclaté depuis qu’existe la classe ouvrière et qui fait rage : c’est la guerre sociale que mènent contre le monde du travail la grande bourgeoisie et ses serviteurs au gouvernement, pour maintenir des taux de profit au sommet malgré le ralentissement de l’économie mondiale.

Cette guerre-là, elle n’a pas pour décor les tranchées, mais les salons feutrés des ministères et des conseils d’administration. Elle ne se mène pas avec des obus et des canons, mais à coups de lois, de décrets, de décisions patronales qui tombent comme des coupes sur les travailleurs.

Une société faite pour les capitalistes

Oui, le patronat peut aujourd’hui se sentir tout-puissant. Il ordonne, et les gouvernements s’exécutent – ou parfois il n’a même pas besoin d’ordonner, tant ses larbins du monde politique sont empressés à devancer ses moindres désirs. Un Bernard Arnault, à la tête d’une entreprise qui représente 384 milliards d’euros

de capitalisation boursière, a infiniment plus de poids que n’importe quel ministre, et ce n’est pas nous qui le disons : l’été dernier, dans le journal *Le Monde*, un cadre de ce groupe, LVMH, expliquait tranquillement : « Nous sommes si gros et si puissants que nous n’avons plus besoin du faire du lobbying : ça se fait tout seul. »

Et ce qui est vrai à l’échelle de la France l’est tout autant à l’échelle européenne, où ce sont les grandes entreprises capitalistes et leurs lobbyistes qui font la loi au Parlement de Bruxelles, imposant des directives, des normes et des règlements à leur main. Et de toute façon, si les règles ne leur conviennent pas, ils les détournent à leur guise !

Un exemple ? On a appris récemment que le groupe Stellantis et son patron Tavares, pourtant grand pourfendeur de la concurrence chinoise en matière automobile, a acquis pour 1,5 milliard d’euros 20% du capital du constructeur automobile chinois Leapmotor.

Mais les règles européennes en matière de douanes pénalisent le fait d’importer ces voitures directement de Chine. Pas de problème : Stellantis a ordonné de construire en Chine les voitures non

assemblées. Au moment de les importer en Europe, cela lui permet d’échapper aux taxes les plus coûteuses, puis de les faire assembler dans son usine polonaise Fiat de Tichy, pour ensuite être vendues en Europe occidentale. Cela n’empêche évidemment pas Tavares de désigner l’automobile chinoise comme l’ennemie n°1 et de marteler auprès des travailleurs de Stellantis et de tous les sous-traitants en Europe que nous coûtions trop cher par rapport aux travailleurs chinois !

Les travailleurs d’Europe et d’ailleurs sont nos alliés

Dans cette campagne, nous serons les seuls à dire la vérité : ceux qui menacent nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail, ceux qui pillent dans les caisses de l’État, ce ne sont ni les travailleurs étrangers, ni les réfugiés, ni les chômeurs, ni les malades, ni les allocataires du RSA : ce sont les capitalistes, et en premier lieu les capitalistes français !

Le danger, en France, en Allemagne, en Pologne comme en Moldavie, c’est la rapacité du grand patronat qui cherche partout à écraser les salaires et intensifier l’exploitation. C’est contre lui, contre sa rapacité qu’il faut mener le combat. Et pour gagner ce combat-là, nous aurons besoin d’unir nos forces avec les travailleurs des autres pays d’Europe !

Le groupe Stellantis possède dix-neuf usines dans l’Union européenne, en dehors de la France, sans compter ses deux usines en Grande-Bretagne et trois

au Maghreb. Renault a au moins cinq usines dans le reste de l’Union européenne. Le groupe chimique Sanofi a des usines ou des laboratoires en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Suède, au Portugal, en Pologne, et j’en passe !

Tous les grands groupes industriels, de Continental à Bayer, de BASF à Airbus en passant par leurs innombrables sous-traitants, ont des implantations industrielles dans tous les pays de l’Union européenne. Cela constitue, à cette échelle et pour ne parler que de ces grandes entreprises, une armée de centaines de milliers de travailleurs qui ont fondamentalement les mêmes intérêts, connaissent les mêmes difficultés, la même exploitation, les mêmes craintes de l’avenir. Et surtout ont le même patron, c’est-à-dire le même ennemi.

Tomber dans le piège mortel du nationalisme et du protectionnisme rend de fait les travailleurs solidaires de leur patron et solidaires des mesures qui sont prises contre eux.

Au lieu d’agiter les salaires scandaleusement bas des travailleurs de l’est de l’Europe comme une menace pour les travailleurs d’ici, adressons-nous à eux. Disons-leur : bienvenue dans le combat, et battons-nous ensemble pour nos droits de travailleurs !

Et surtout, le plus fondamental et le plus urgent, renouons ensemble avec la perspective révolutionnaire : la nécessité de remettre en question l’organisation même de la société capitaliste !

[Extraits]



Nathalie Arthaud : "Confortés dans nos perspectives communistes"

À bas les guerres de l'impérialisme !

Depuis le début du conflit en Ukraine, l'évolution guerrière du monde s'est accélérée. Pour reprendre ce mot qu'on nous sert à toutes les sauces, le capitalisme fait sa transition... vers une économie de guerre.

L'essentiel des travaux pratiques se déroulent en Ukraine. Non seulement les pays impérialistes occidentaux n'aident pas les Ukrainiens en leur disant « Allez vous faire trouer la peau ! », mais c'est leur politique qui les a poussés vers l'enfer de cette guerre. Les pays occidentaux ont profité de l'effondrement de l'Union soviétique pour repartir à l'assaut de l'Europe de l'Est en général, et de l'Ukraine en particulier, afin d'y gagner des marchés, d'y exploiter la main-d'œuvre et les fameuses terres noires convoitées par tous les capitalistes et les financiers de l'agriculture ! Les puissances impérialistes ont accompagné cette percée d'une pression politique et militaire de plus en plus en forte, et c'est pour répondre à ces grandes manœuvres que Poutine a envahi l'Ukraine.

Des manœuvres semblables pour contrôler telle ou telle matière première, tel ou tel marché, se déroulent en permanence aux quatre coins du monde. Et toutes peuvent déboucher sur des

déflagrations armées.

Pour justifier leurs guerres et nous enrôler derrière eux, les dirigeants des grandes puissances n'ont que le droit international à la bouche, la liberté, le droit des peuples... Quel cynisme ! Comme si ces valeurs avaient été un jour leur préoccupation.

Regardez comment ces grandes puissances agissent vis-à-vis des Palestiniens : cela fait 75 ans qu'elles ont décidé d'utiliser l'État israélien pour asseoir leur influence dans cette région du Moyen-Orient. 75 ans qu'elles entérinent sa politique de colonisation et d'apartheid. Ce qui a empêché depuis le début que les deux peuples, les Juifs et les Arabes de Palestine, vivent côte à côte, ce sont les manœuvres de nos dirigeants, c'est leur politique impérialiste qui n'a cessé de dresser les peuples les uns contre les autres !

Et ce sont ces dirigeants-là qui gouvernent le monde ! Ce sont eux qui prétendent nommer le bien et le mal, eux qui prétendent dire le droit international et désigner qui est terroriste et qui ne l'est pas.

Vive l'internationalisme !

L'idée de l'Europe unie et sans frontières, où l'on pourrait circuler librement de l'Atlantique à l'Oural, de la mer du Nord au Bosphore, et s'enrichir de la diversité



des cultures, est une idée fantastique. Mais l'Union européenne n'a rien à voir avec cela. Elle pérennise les inégalités et les rapports de domination entre les pays riches d'Europe de l'Ouest et ceux plus pauvres de l'Europe de l'Est et du Sud, comme la Grèce.

Loin de faire reculer les idées nationalistes, l'Union européenne les a partout renforcées. Elle n'a pas du tout fait disparaître les États nationaux. C'est une des nombreuses contradictions de la bourgeoisie : elle a besoin de l'Union européenne pour que ses trusts atteignent la puissance de frappe de ceux des États-Unis ou de la Chine, mais elle ne peut pas se passer d'un État national fort qui lui soit dévoué. La formation des États nationaux a permis le développement de la bourgeoisie et du capitalisme. Aujourd'hui, leur perpétuation contribue à son pourrissement.

Pour nous, communistes révolutionnaires, l'internationalisme est une nécessité objective, car il n'y a pas d'issue pour les opprimés et les exploités de cette planète en dehors d'une politique internationaliste.

Le système capitaliste et la grande bourgeoisie règnent à l'échelle du monde. C'est à cette échelle-là que les forces productives ont pu déployer toutes leurs possibilités. Dans le cadre du capitalisme, cela a été l'internationalisation de l'exploitation et des souffrances pour l'écrasante majorité des peuples, qui n'ont pas profité du progrès qu'ils faisaient naître. Mais si nous pouvons affirmer

que la société est capable de nourrir, soigner, éduquer et assurer une vie digne aux huit milliards d'êtres humains qui peuplent cette planète, nous le devons à cette internationalisation.

C'est donc à cette échelle-là que les travailleurs ont à mener leur combat et c'est à l'échelle internationale qu'ils devront réorganiser toute l'économie, pour fonder une société supérieure au capitalisme.

Mobilisons-nous pour la campagne

Les élections ne sont qu'une péripétie. Mais, dans cette période où les démagogues ont micro ouvert et cherchent à diviser le monde du travail, elles nous offrent la possibilité de montrer qu'il y a des femmes et des hommes qui ne mangent pas de ce pain-là et qui restent fidèles à l'appel de Karl Marx et de la Première Internationale : « *Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !* ».

Alors, bien sûr, notre campagne ne sera pas relayée par les grands médias et dépendra intégralement de notre mobilisation militante. Eh bien allons-y ! Notre meilleur média, c'est notre force de conviction.

L'enjeu pour nous est d'entraîner ceux qui nous entourent à nous rejoindre dans le geste concret de voter pour nous. Leur vote sera un premier pas vers le parti que nous voulons construire et vers la reconnaissance du programme de la révolution prolétarienne. C'est un gage précieux pour l'avenir !

[Extraits]



Pour retrouver le meeting complet en vidéos :
<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/multimedia/meeting-26-avril-2024>



Logement social : menaces pour les locataires

Le gouvernement va présenter début mai le mal-nommé projet de loi « sur le logement abordable. » Loin de rendre l'habitat accessible aux classes populaires, il souhaite au contraire taxer davantage les locataires du parc HLM, quand ce n'est pas en expulser certains purement et simplement.

Jusqu'à présent, un surloyer pouvait être appliqué par les bailleurs sociaux si les revenus dépassaient 20 % du plafond. Ce plafond est par exemple en province de 39 909 euros de revenu fiscal annuel pour un ménage de deux personnes, ce qui correspond à 1 640 euros par personne et par

mois. Ce surloyer concernait déjà 80 000 ménages, mais le gouvernement souhaite maintenant en appliquer un dès le premier euro de dépassement. Celui-ci concernerait alors 200 000 ménages, autant de familles de quartiers populaires, déjà rançonnées par les hausses de charges

et pour qui le logement est de loin le premier poste de dépenses. Il souhaite aussi pouvoir expulser de leur logement les ménages dont les revenus dépasseront depuis deux ans ces plafonds de 120 %, plutôt que de 150 % précédemment.

En revanche, rien n'est prévu concernant la construction des centaines de milliers de logements sociaux qui manquent dans ce pays. Plutôt que de le rendre abordable, le gouvernement saborde le logement social.

Christian Bernac

Bâtiment : ouvriers sans travail, familles sans toit

Nexity, premier promoteur du pays, supprime cinquante emplois pour, disent ses dirigeants, faire face à la crise de l'immobilier. Quelle que soit la réalité de cette crise, le patronat choisit évidemment de la faire payer aux travailleurs, un geste qui a ravi les actionnaires puisqu'il a entraîné une hausse de près de 5 % du cours de l'action de l'entreprise.

Le fait est que la politique gouvernementale d'économies sur le logement et d'étranglement des collectivités locales, la hausse des taux d'intérêt, le renchérissement des matières premières de la construction et la baisse du niveau de vie des catégories populaires ont entraîné une baisse spectaculaire des mises en chantier en 2023. Il y a eu 116 000 demandes de permis de construire en moins, soit une baisse de 20 %. Cela touche aussi bien le logement individuel que le logement collectif.

Si les licenciements dans les grandes sociétés sont quantifiés, il est difficile de savoir ce qu'il en

est chez leurs sous-traitants et dans les dizaines de milliers de petites entreprises du bâtiment, celles qui construisent et entretiennent les logements des classes populaires, en zone rurale et dans les petites villes. Mais, dans ces secteurs, chacun connaît un voisin qui ne trouve plus de travail dans le bâtiment ou dont l'entreprise a fait faillite.

Les grands patrons comme ceux de Nexity s'arrogent le droit de parler pour tout le monde, y compris pour les ouvriers qu'ils condamnent au chômage après les avoir esquivés des années durant. Ils parlent de 300 000 emplois menacés

et attribuent la crise au manque d'investissement dans la construction. Les détenteurs de capitaux préfèrent, disent-ils, aller en Bourse, où l'on paye moins d'impôts. Et de demander le renouvellement, la prolongation voire l'invention de nouveaux dégrèvements sur la construction. Le logement des classes populaires dépendrait donc des possibilités offertes aux détenteurs de capitaux.

On ne peut démontrer plus clairement que, dans cette société, on ne construit pas des logements pour offrir un toit à qui en a besoin, mais pour procurer un bénéfice à qui est déjà riche ! Un système grâce auquel il y a à la fois des travailleurs qualifiés du bâtiment au chômage, des piles de matériaux qui attendent dans les entrepôts, des millions de mal-logés et des milliers de familles dans la rue.

Paul Galois

Ehpad publics : asphyxiés au profit du privé

Fadila Khattabi, ministre déléguée aux Personnes âgées, a annoncé le 24 avril par voie de presse que le gouvernement allait débloquer 650 millions d'euros pour les Ehpad.

Cette annonce fait suite au signal d'alarme lancé par treize organisations du secteur public et associatif, qui vont jusqu'à mettre en avant « le risque d'arrêt d'activité » pour nombre d'établissements. En effet, selon une enquête réalisée en mars par la Fédération hospitalière de France (FHF) auprès de plus de 730 Ehpad publics, 85 % de ces structures ont fini l'année 2023 en déficit. En extrapolant à l'ensemble des Ehpad publics déficitaires, les auteurs estiment à 800 millions d'euros le déficit total, en hausse de 60 % sur un an.

Non seulement ce déficit est bien supérieur au montant que le gouvernement a décidé d'allouer mais, derrière cette annonce, se cache le fait que 70 % de la somme seront accaparés par les établissements privés.

En effet, si la ministre

déléguée a tenu à préciser que le financement de l'État augmentera de 5 % pour les structures publiques, contre « seulement » 3 % pour le privé, elle a en revanche été beaucoup plus discrète sur la répartition de l'enveloppe. Et pour cause : la grande majorité des 7 500 Ehpad du pays étant privés, les Ehpad publics ne toucheront au final que 190 millions d'euros, contre 460 millions pour les autres.

Loin « d'apporter un ballon d'oxygène » aux Ehpad publics comme il le prétend, le gouvernement fait en réalité un double cadeau aux groupes privés. En les arrosant d'argent public d'abord, puis en les aidant indirectement à mettre la main sur des établissements publics qu'il aura, par sa politique, contribué à asphyxier financièrement.

David Mencas

Qui jette des jeunes à la rue ?

Jeudi 25 avril, Darmanin a apporté son soutien aux maires réactionnaires qui, tels Estrosi à Nice et Ménard à Béziers, ont déclaré un couvre-feu pour les mineurs de 13 ans.

« Il n'est pas normal que des enfants, des adolescents, des mineurs, soient dans la rue à minuit, à 2 heures du matin », a-t-il déclaré, fustigeant une fois de plus les parents, qu'il juge responsables de cet état de fait.

Selon une enquête de l'Unicef, au moins 3 000 enfants dorment chaque nuit dans la rue en France, dont

700 ont moins de 3 ans. Pas plus que leurs parents, ils n'ont choisi de dormir sur les trottoirs ou dans des abris de fortune, et préféreraient être dans un logement. Mais Darmanin et ses compères en démagogie ignorent tous ceux-là, que la pauvreté jette à la rue.

M. L.

Justice de classe

Au tribunal de Dieppe, en Seine-Maritime, le 16 avril, un homme de 39 ans a été condamné à 12 mois de prison ferme avec mandat de dépôt et à verser une indemnisation de 6 900 euros à ses victimes. Il est accusé de 18 vols en six mois chez des commerçants et dans des supérettes : argent, jetons de lavage, 12 pots de rillettes, une boîte de

100 sucettes, le reste à l'avenant.

On se croirait dans le roman de Victor Hugo, *Les Misérables*. Penelope Fillon, qui vient d'être reconnue définitivement coupable d'avoir touché indûment près de 500 000 euros dans un emploi fictif à l'Assemblée, ne fera pas un jour de prison.

Correspondant LO

Atos : derrière la souveraineté, les petites affaires entre amis

En annonçant que l'État allait racheter les activités « souveraines » du groupe informatique Atos, menacé de faillite depuis des mois, Bruno Le Maire vole au secours de ses actionnaires.

Atos est un groupe de services numériques, qui fabrique des supercalculateurs, installe des systèmes de gestion ou de stockage de données numériques. Parmi d'autres choses, il gère les outils numériques permettant de simuler les essais nucléaires, le fonctionnement des centrales nucléaires, les systèmes de certains équipements militaires ou encore ceux des Jeux Olympiques. Atos emploie 100 000 salariés dans le monde, dont 10 000 en France.

Pendant onze ans, entre sa sortie du ministère de l'Économie sous Sarkozy et sa nomination comme commissaire européen chargé du Marché intérieur, le PDG d'Atos était Thierry Breton. En 2020, Édouard Philippe,

ancien Premier ministre de Macron, est devenu président de son conseil d'administration. Autrement dit, les liens entre l'appareil d'État français, les institutions européennes et les dirigeants et actionnaires d'Atos sont nombreux et intimes.

À la tête d'Atos, Thierry Breton a réalisé des acquisitions à tour de bras, rachetant notamment, pour plusieurs milliards d'euros, les activités informatiques de l'allemand Siemens ou des américains Xerox et Syntel. La spéculation aidant, le cours des actions d'Atos s'est alors envolé, portant la valeur du groupe à plus de 10 milliards d'euros quand, en 2019, Thierry Breton a été nommé à la

Commission européenne. Entre-temps, il était devenu multimillionnaire.

Mais les déboires ont succédé à l'euphorie. La dette contractée pour racheter des concurrents et les aléas du marché ont poussé des actionnaires à quitter le navire. Le cours des actions et la valeur d'Atos se sont effondrés. Le groupe vaut aujourd'hui moins d'un milliard d'euros, avec presque 5 milliards de dette.

Ses dirigeants sont donc à la recherche de nouveaux financiers pour racheter la dette et les actions. Sur les rangs se trouve aujourd'hui l'actionnaire principal, David Layani, et surtout le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, le même qui vient de racheter le groupe Casino.

Et voilà que, au nom de la souveraineté nationale, députés et ministres se sont émus qu'un milliardaire étranger puisse

posséder une entreprise qui gère l'informatique militaire ou celle des centrales nucléaires. Cela a justifié l'intervention rapide de Le Maire, au nom de l'État, pour racheter les secteurs dits stratégiques ou souverains. Il a ainsi libéré la voie pour que Kretinsky, Layani ou d'autres milliardaires puissent racheter le groupe avant de le dépecer pour

n'en garder que les morceaux les plus rentables.

Les dizaines de milliers de travailleurs, vendus avec les murs, en feront immanquablement les frais. Les Thierry Breton, Édouard Philippe ou Bruno Le Maire, eux, sableront le champagne avec les grands bourgeois qu'ils servent ou qui les servent.

Xavier Lachau



CAPTURE BOURSORAMA

Pouyanné au Sénat : c'est moi qui commande!

Lundi 29 avril le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, était auditionné par une commission du Sénat. Celui-ci dit vouloir évaluer les moyens de l'État pour « assurer la prise en compte et le respect par Total des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ».

L'État français, ses présidents et gouvernements successifs se sont targués d'agir pour le climat, et particulièrement de limiter l'utilisation de combustibles fossiles. TotalEnergies, entreprise française et l'un des premiers pétroliers au monde, respecte-t-elle cet engagement? La réponse de Pouyanné est clairement : non.

Total augmente sa production, fore de nouveaux puits en expulsant des populations en Ouganda, au milieu des habitations aux États-Unis, au risque de détruire la faune et la flore partout, sans aucun souci du réchauffement climatique. Son président affirme suivre la demande croissante en énergies fossiles et se préparer à consacrer, un jour, les bénéfices d'aujourd'hui aux énergies renouvelables de demain. En attendant,

le bénéfice record de 2023, plus de vingt milliards d'euros, et les presque six milliards de bénéfice pour le premier trimestre 2024 seront en grande partie versés aux actionnaires.

Patrick Pouyanné s'est à peine donné le mal de répondre sur la conformité de son activité avec la politique étrangère de la France et sa prétendue défense de la démocratie, tant la question est ridicule. Total, sur toute la planète, prospère à l'ombre des dictatures, s'en accommode, les renforce voire les suscite. Il le fait évidemment en symbiose complète avec la diplomatie française ; toute l'histoire du Gabon, entre autres, le démontre. Les déclamations démocratiques faites à Paris ou à la tribune de l'ONU sont une chose, les affaires de Total une autre, combien plus importante.



GERAUDS WILFRIED ORANGOME

Le siège de Total à Libreville.

Pouyanné, au nom des intérêts de ses donneurs d'ordres, a donc envoyé aux pelotes les prétentions de quelques sénateurs, réduisant leur commission à une pantalonnade. Le ministre de l'Économie a déclaré, sans rire : « Total est un atout pour la transition écologique. » On a beau savoir que Total ne rend de comptes qu'à ses actionnaires et est prêt à détruire la planète pour accumuler du profit, la suffisance de son dirigeant et la servilité du personnel politique à son égard tiennent du record.

Paul Galois

Agent Orange : contre les crimes de Monsanto et de l'armée américaine

Le 7 mai 2024 aura lieu le procès en appel intenté par Tran Tô Nga à 14 firmes américaines, dont Monsanto-Bayer et Dow Chemical, qui fabriquaient l'agent Orange utilisé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam.

Tran Tô Nga, qui était alors journaliste à l'Agence d'information du Front national de libération du Sud-Vietnam, souffre aujourd'hui de nombreuses pathologies dues à ce poison. Ses trois filles sont atteintes de malformations cardiaques et osseuses. Une quatrième est morte à 17 mois, victime elle aussi de problèmes cardiaques.

L'agent Orange était un défoliant utilisé de 1961 à 1971 par l'armée américaine pour détruire le couvert végétal sous lequel s'abritaient les combattants vietnamiens. Il ne détruisait pas seulement les forêts et les récoltes, mais aussi les hommes et les femmes qui entraient en contact avec lui. Plus

de 50 ans après la fin de la guerre, trois millions de Vietnamiens en subissent toujours les effets. Depuis 1975, 150 000 enfants sur quatre générations sont nés avec des malformations, qu'il s'agisse d'absence de membres, de cécité, de surdité, ou de tumeurs externes. Des dizaines de milliers de soldats américains ont également été contaminés. Quand l'État américain se lance dans une guerre, il n'y a pas de limite dans l'horreur.

Le comité de soutien à Tran Tô Nga communique qu'il appelle à un rassemblement de soutien samedi 4 mai à 14 heures place de la République à Paris. Son combat est plus que légitime, et mérite le soutien.

D.M.



REPORTERRE

Précédente manifestation en soutien à Tran Tô Nga.



La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



PHOTOS LO



Meetings

avec **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**

dimanche et lundi à 15 heures

Les spectacles

Au Grand Podium

- **Leo Seeger**, rockpop et folk
- **Alee & Mourad Musset (de la Rue Ketanou)**, chanson française et hip-hop
- **El Gato Negro**, voyage de l'Amérique latine à l'Afrique de l'Ouest
- **Luiza**, électropop tropicale
- **Les Amazones d'Afrique** groupe de chanteuses africaines
- **Gil Aniorte & AfroRumbaClub**, musiques du monde

KAREN PAULINA BISWELL



Les Amazones d'Afrique

- **Kolia**, concert festif Ska Reggae
- **La Compagnie Jolie Môme**, À contre-courant, chansons de luttes
- **The Moonlight Swampers**, reprises pop rock

Au Théâtre de Verdure

- **La Belle Hélène**, opéra bouffe par la troupe des Moyens du Bord
- **45 Tours**, rock français
- **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, lecture du texte d'Engels par Geoffroy Guerrier
- **Sophie Les Bas Bleus**, chanson rock, populaire et engagée
- **Arnaud Dupont**, piano classique
- **Le Cabaret Lip**, par la Compagnie l'Occasion
- **Borigene**, blues

EL GATO NEGRO



El Gato Negro

- **Jean-Philippe Apro**, chant et guitare
- **Voyage d'un Arlequin Contemporain**, par Valerio Zaina
- **Matthieu Boré Trio**, jazz
- **D'autres Lignes**
- **Certaines n'avaient jamais vu la mer**, Sandrine Briard et Béatrice Vincent, d'après le roman de Julie Otsuka.
- **Booze & Riots**, musique irlandaise
- **Blues Non Stop**, reprises blues
- **Chla.Mydia**, chansons féministes

Films et documentaires

- **The old oak**, de Ken Loach
- **L'établi**, de Mathias Gokalp
- **Moi capitaine**, de Matteo Garrone
- **Les feuilles mortes**, d'Aki Kaurismäki
- **Les algues vertes**, de Pierre Jolivet
- **Nezouh**, de Soudade Kaadan
- **Bâtiment 5**, de Ladj Ly
- **Green border**, d'Agnieszka Holland
- **Le théorème de Marguerite**, d'Anna Novion
- **Les lueurs d'Aden**, d'Amr Gamal
- **Pierre, feuille, pistolet**, de Maciek Hamela
- **Une histoire oubliée**, d'Ysé Tran
- **Le balai libéré**, de Coline Grando

Nocturne en plein air, pendant la nuit du dimanche au lundi.

La Cité des sciences

Des scientifiques et des chercheurs viennent présenter leurs travaux et débattre avec le public

- **Marylène Patou-Mathis**: l'invisibilité des femmes dans l'histoire de l'évolution humaine
- **Kamil Fadel**: qu'est-ce que l'énergie ?
- **Marc Peschanski**: l'intelligence artificielle dans les laboratoires de recherche
- **Maud Tenaillon**: la domestication des plantes
- **Pierre Drossart**: balade dans le système solaire, et au-delà
- **Stephen Rostain**: l'archéologie et les cités disparues d'Amazonie
- **Judith Lorant**: les nouvelles thérapies et médicaments (ARN, protéines) mis en lumière par le vaccin Covid
- **Sophie Sacquin-Mora**: les

protéines, ouvrières de la cellule, et leurs différents rôles dans l'organisme

- **Catherine Vidal**: transhumanisme, intelligence artificielle, nos cerveaux resteront-ils humains ?
- **Jean-Marc Pétilion**: les hommes préhistoriques et la mer
- **Alain Riazuelo**: d'où vient le E=mc² d'Einstein ?

Le village médiéval

Animations

- **Musique et danses médiévales**
- **Jongleries et acrobaties**
- **Mise en armure et démonstration**
- **Escrime, épée longue, dague, lutte**
- **Jeux médiévaux**
- **Théâtre**: Le procès du cochon
- **Poésie**: poèmes et chants médiévaux



Conférences

- **Cyrille Marconi**: les procès des animaux au Moyen Âge, punir les animaux pour gérer la population
- **William Blanc**: la légende du roi Arthur ou le mythe arthurien
 - le Moyen Âge et nous
 - Robin des Bois, histoire et légende
- **André Victor**: émergence du capitalisme et lutte de classe à la fin du Moyen-Âge
- **Julie Pilorget**: les femmes au Moyen-Âge



1974, la grève du Crédit lyonnais: "C'est la base qui décide!"

Débat avec Arlette Laguiller et ses camarades, film-témoignage (55 min), expo-photos

Parcours dans les arbres

Tyroliennes, ponts de singe, échelles, parcours de difficulté progressive, sous la surveillance de moniteurs diplômés.

Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 5 euros





La Fête de Lutte ouvrière à Presles

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai



De nombreux débats

Fabien Archambault, pour son livre *Les légendes du siècle, une histoire des JO en douze médailles*

Michèle Audin, pour le livre *Autour de la France (1844)*, de Flora Tristan

Éric Aunoble, pour le livre *Lénine*, de Nina Gourfinkel

William Blanc, pour le livre *Les nouvelles de nulle part*, de William Morris

Marek Corbel, pour son livre *Les gravats de la rade*

Alizée Delpierre, pour ses livres *Les Domesticités* et *Servir les riches*

Nathalie Laclau, Guy Dubost, Serge Franceschina : l'amiante, ses ravages, de l'usine à l'école

Marie-Laure Dufresne Castets et Pascal Mousy : la santé et la sécurité au travail, un combat à mener pour les travailleurs

Christiane Hauchère, à l'occasion de la parution de son témoignage : *Une vie de militante à Orléans et aux Chèques Postaux-La Source*

Robert Hirsch, Henri Le Dem et François Prenau, pour leur livre *Résistance*

antinazie, ouvrière et internationaliste – de Nantes à Brest, les trotskystes dans la guerre (1939-1945)

Camille Lefebvre, pour son livre *Des pays au crépuscule : le moment de l'occupation coloniale (Sahara, Sahel)*

Nicolas Norrito : B. Traven, un romancier révolutionnaire

Renaud Piarroux : des épidémies qui firent de l'Europe une puissance mondiale

Grégory Salle, pour son livre, *Super-yachts : luxe, calme et écocide*

Au Carrousel de la Connaissance

Le plastique : un succès et une monstruosité du capitalisme

Spectacle audiovisuel de 45 minutes

Parmi les mille animations

- **Échecs**: Jean-Philippe Karr, maître international, partie simultanée contre 20 joueurs
- **Le feu d'artifice**: si le temps le permet, dimanche soir devant le château
- **Le cirque Ülher**
- **Les grands bals**: dans la nuit de dimanche à lundi
- **Chanter ensemble**: des chants révolutionnaires
- **Le manège pour les enfants**
- **Le mur d'escalade**
- **Le petit train**



Forums avec les militants d'entreprise de Lutte ouvrière

Stellantis : aggravation de l'exploitation et records de profits

Relance du nucléaire : conséquences pour les travailleurs et les usagers

L'économie de guerre, les industriels de l'armement et les travailleurs

Transports urbains : cela roule... pour les profits.

Usagers et cheminots, victimes de la gestion

capitaliste du transport ferroviaire

Crise des hôpitaux : un symptôme d'une société capitaliste malade.

Véhicules électriques : guerre entre capitalistes avec la peau des travailleurs

Aéronautique : fabrication d'avions et surtout de dividendes

Industrie pharmaceutique : soigner les profits des

actionnaires

Aides à domicile : 570 000 salariés, partie intégrante de la classe ouvrière aujourd'hui

Transports aériens : des capitalistes de très haut vol

Michelin : 130 ans d'exploitation de la classe ouvrière mondiale

Le coût du capitalisme au travail, accidents, décès et maladies professionnelles

Forums à la Cité politique

Les camarades de Lutte ouvrière et de l'UCI présenteront de nombreux débats sur des sujets d'actualité. Nous pouvons déjà annoncer :

La guerre en Ukraine • Montée du protectionnisme, danger pour les travailleurs • Le piège du pacifisme • Catastrophes climatiques : comment sauver l'humanité et la planète ? • Le génocide au Rwanda : l'impérialisme français responsable et coupable • Migrants : nos camarades d'exploitation et de combat • SNU, uniforme, nationalisme : l'État veut embrigader la jeunesse • La Réunion et Mayotte : le piège de la guerre entre pauvres • Israël : bras armé de l'impérialisme au Moyen-Orient • Agriculteurs : combattre le capitalisme pour ne pas être broyé par la concurrence • République Démocratique du Congo : pillage et guerre permanente...

Et aussi

- **La Cité des Arts**
- **Les librairies**
- **Le Préhisto-parc**
- **La Cité des Jeunes**
- **Les expositions...**



L'Arboretum

Huit visites commentées parmi 110 espèces différentes d'arbres du monde entier : L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires et une surprise ! • Le sexe sans complexe • Les écorces • À l'écoute des oiseaux de l'arboretum.

Ateliers : tour à bois, empreintes d'écorces, les graines, greffage d'agrumes...

Conférences : **Georges Feterman** de l'association A.R.B.R.E.S : la protection des arbres • **Giovanna Di Pietro**, physicienne : les écorces au Néolithique • **Edwin Roubanovitch**, ethnomusicologue : le bois en musique.

En pratique

La fête est ouverte samedi 18 mai de 11 h à 23 h, puis sans interruption du dimanche 19 mai 9 h au lundi 20 mai 20 h.

Carte d'entrée pour les trois jours : en prévente, jusqu'au mercredi 15 mai, 20 euros. À partir du 16 mai et à l'entrée, 25 euros

Pour les jeunes de plus de 15 ans, la carte est éligible au Pass culture. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

On peut profiter de 20 % de réduction sur les dépenses à la fête en se procurant les bons d'achat : payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros à la fête.

Cartes et bons peuvent être achetés auprès de nos militants, ou sur le site de la fête.

Pour venir

En train : nous recommandons ce moyen de transport (gare de Presles-Courcelles, ligne H, à 900 m de la fête). Un train toutes les heures. Durée du trajet : 38 min. Pour les horaires précis, consulter les sites de transport : transilien.com, IDF Mobilités. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la Fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

Autocars gratuits : entre Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13 du métro) et l'entrée de la fête. Durée du trajet : 45 à 60 min (horaires sur le site de la Fête).

En voiture : il est difficile de stationner dans Presles. Merci de respecter toutes les signalisations et d'utiliser les parkings réservés ; et de proposer vos places disponibles sur les sites de covoiturage.

En vélo : suivre la signalisation vers le parking spécial.

Depuis les autres régions : des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades locaux.

Renseignements pratiques, billetterie et programme : fete.lutte-ouvriere.org



Gaza : une guerre sans fin

Sous l'égide des États-Unis et de certains de leurs relais au Moyen-Orient, des négociations en vue d'un cessez-le-feu de 40 jours viennent de franchir une première étape au Caire. Au même moment, bien loin de marquer une pause, l'offensive du gouvernement israélien à Gaza et la répression en Cisjordanie se renforcent.



À Rafah, le 29 avril.

Le 30 avril, la zone de Rafah, toujours sous la menace d'une attaque massive israélienne alors que 1,4 million de Gazaouis chassés du nord de la bande y ont trouvé un refuge plus que sommaire, a été bombardée. Au moins 22 personnes ont péri. La veille, c'étaient de prétendues cibles terroristes qui étaient visées dans le centre de la bande. Dans le même temps, Netanyahu a annoncé que son offensive, sous prétexte d'ouvrir une nouvelle phase d'éradication du Hamas, serait décidée au soir du 1^{er} mai, quoi qu'il advienne du projet de trêve apporté dans les cartons du secrétaire d'État américain Blinken.

En fait de proposition « *extraordinairement généreuse de la part d'Israël* », telle que la présente cyniquement Blinken, il s'agit d'un projet de trêve temporaire et d'échange de prisonniers politiques palestiniens contre les otages israéliens. Quand bien même il aboutirait, le processus d'écrasement de la population palestinienne serait loin de prendre fin. Elle meurt sous les bombes à Gaza, et sous les agressions redoublées et quotidiennes des colons d'extrême droite soutenus par l'armée en Cisjordanie.

En Cisjordanie occupée, on ne compte plus les incursions violentes, terrifiantes, dans les villages palestiniens. Il y a celles menées

par l'armée comme à Nour Shams, camp de réfugiés de 7 000 habitants. Selon *Le Monde* « *jeudi 18 avril, l'armée israélienne a coupé l'eau, l'électricité et envahi, en fin de journée, les étroites allées de Nour Shams, à la lisière de la ville de Tulkarem. Le raid a duré plus de 50 heures* », faisant 14 morts. Et il y a celles menées par les colons ultranationalistes et religieux, qui sont totalement encouragées par le gouvernement israélien, et notamment le ministre d'extrême droite Smotrich. Ce dernier, responsable officiel de la colonisation, planifie la légalisation des colonies sauvages et assure les colons militants du soutien de l'État.

En parallèle, les autorités israéliennes font construire une route traversant la bande de Gaza d'est en ouest, qui fragmente le territoire déjà en grande partie réduit à l'état de ruines. Elle rejoint opportunément les travaux du port flottant organisés par les États-Unis sur la côte ouest. En fait d'acheminement de l'aide humanitaire aux Gazaouis qui meurent de faim, de soif et de maladies, il s'agit de mettre en place des infrastructures utilisables par le pouvoir israélien pour contrôler Gaza et y installer de façon permanente des forces de répression. Cela ne vaincra pas le Hamas, dont cette guerre ne fera que renforcer les soutiens, mais assurera que l'écrasement de la population palestinienne pourra continuer. Les gesticulations pseudo pacificatrices des puissances impérialistes, parfaitement lucides sur les intentions de Netanyahu, ne servent qu'à couvrir le massacre.

Viviane Lafont

États-Unis : le soutien à Israël contesté

Depuis la mi-avril, environ un millier de personnes ont été arrêtées sur les campus de diverses universités américaines pour avoir protesté contre le massacre que l'État israélien commet à Gaza, avec le financement et l'aide militaire des États-Unis.

Les autorités prétendent que ces rassemblements perturbent la routine universitaire. En réalité, ce sont elles qui ont annulé préventivement des cours et fermé des dortoirs, pour vider les campus d'étudiants susceptibles de rejoindre ce mouvement. Les arrestations seraient consécutives à des troubles à l'ordre public et des résistances à la police. En fait, celle-ci invente ces accusations après avoir arrêté des étudiants qui manifestaient simplement. Sur les campus, les « troubles » et les « perturbations » sont surtout les conséquences des interventions policières.

Des politiciens républicains et aussi démocrates brandissent l'accusation d'antisémitisme pour justifier les arrestations et intimider les manifestants. Or, dans certaines universités, la dénonciation des crimes de guerre perpétrés chaque jour par le gouvernement de

Netanyahu est venue aussi d'organisations d'étudiants juifs, qui ont parfois interrompu leur présence aux manifestations pour procéder aux rituels de la Pâque juive. Il est difficile de croire qu'ils occupent leur campus pour appeler à « tuer tous les Juifs », comme certains médias le relayent.

Cette agitation étudiante est la face actuellement visible du dégoût qu'une partie de l'électorat démocrate ressent envers le soutien sans faille que Biden accorde à Israël. Ce courant est particulièrement fort chez les électeurs musulmans ou d'origine arabe. Il s'est manifesté lors des récentes primaires, où 19 % de électeurs démocrates du Minnesota et 13 % dans le Michigan ont voté « non-engagé », c'est-à-dire contre Biden, candidat à sa réélection à la présidence en novembre, qui est loin d'être assurée.

Biden a beau émettre des réserves verbales sur la politique de Netanyahu et appeler Israël à la « modération » dans la guerre qu'il mène au peuple palestinien, il ne peut faire oublier que l'État qu'il dirige livre à l'armée israélienne les bombes qui assassinent à Gaza.

Lucien Déroit



Devant l'université George-Washington, le 26 avril.

Insécurité alimentaire : « mourir de faim dans un monde d'abondance »

Le nombre de victimes d'insécurité alimentaire aiguë, c'est-à-dire menacées de mourir de faim, a atteint en 2023 281 millions dans 59 pays, selon le rapport *Global report on food crises*, publié le 23 avril par un consortium d'organisations

internationales. Cela représente 24 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'année passée.

Dans son introduction à ce rapport, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dénonce que « *dans un monde d'abon-*

dance les enfants meurent de faim ». C'est vrai, mais il ne suffit pas de le dire ou de pointer les causes immédiates des famines : « *guerres, chaos climatique et crises du coût de la vie* ». Toutes ces catastrophes, qui déclenchent des famines malgré

l'abondance de nourriture produite dans le monde, découlent, directement ou non, de l'organisation capitaliste de la société. Et plus particulièrement d'une production organisée uniquement en fonction de la recherche du meilleur profit et de

la concurrence entre capitalistes, qui mène à la guerre. Le renversement de la classe capitaliste est un enjeu de vie et de mort immédiat pour des centaines de millions de personnes.

Lucas Pizet

Haïti : les masses exploitées n'ont que le choix de la révolte

Cet article est extrait du mensuel *La Voix des travailleurs* édité à Haïti par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI)

Les classes dominantes et leurs valets de la classe politique ont laissé proliférer les gangs criminels dans le pays. Pour eux, mieux vaut avoir affaire à des gangs criminels, des assassins qui sèment le deuil et la terreur sur leur passage mais qui s'inscrivent dans la défense de l'impérialisme, que d'affronter des millions de travailleurs, des chômeurs, qui se révoltent contre l'enfer du système d'exploitation capitaliste.

Depuis plusieurs années, les masses populaires vivent au rythme des massacres, des actes terroristes tous plus odieux les uns que les autres. Des quartiers entiers sont rasés et vidés de leurs

habitants. Des centaines de milliers de personnes deviennent du jour au lendemain des sans-domicile, certaines étant contraintes de vivre dans des camps ou de fuir vers des villes de province. Des hôpitaux, des écoles, des marchés publics sont incendiés.

Cela n'émeut pas tant la bourgeoisie, qui continue d'engranger des richesses, quitte à payer grassement les groupes armés pour protéger ses affaires. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront la facture par l'augmentation des prix. Hier comme aujourd'hui, la détresse de la population a toujours été le cadet des soucis de la classe

politique. Malgré le délitement presque total du pays, elle continue de se battre autour du pouvoir, comme des charognards pour satisfaire leur gourmandise.

Maître des lieux, l'impérialisme, à travers ses ambassades, ne se sent pas plus préoccupé par le pourrissement de la situation. Si cela coïncide, des contingents de soldats étrangers peuvent être dépêchés pour venir protéger ses intérêts et évacuer ses ressortissants, comme ils le font actuellement.

Malgré la situation apocalyptique du pays, des armes de gros calibre, des drones, des grenades continuent d'arriver entre les mains des gangs criminels, en provenance des USA, des Caraïbes, de Saint-Domingue. Ce qui fait dire à



ODELYN JOSEPH AP

En Haïti fin 2023.

certaines que Haïti et ses classes populaires sont victimes d'un complot.

Loin d'être victime d'un complot, Haïti est victime de la domination capitaliste de la planète depuis le débarquement des mercenaires à la solde de la bourgeoisie montante en Europe, de 1492 jusqu'à aujourd'hui. En cela, Haïti n'est pas une exception. Mais pour avoir, d'une part, tenu tête aux colons esclavagistes français en arrachant leur liberté de haute lutte, en infligeant, d'autre part une défaite humiliante à Napoléon par l'obtention de leur indépendance, les masses haïtiennes victimes de l'esclavage se sont singularisées comme le symbole des luttes contre l'oppression.

Si les gangs armés n'ont pas encore investi toutes

les grandes villes du pays, c'est en grande partie dû à la vigilance de la population. Et même à Port-au-Prince, en dépit de la toute-puissance affichée des gangs criminels, certains quartiers comme Canapé-Vert, Juvenat, la ville de Mirbalais, etc. résistent. Dans certains quartiers, les gens s'organisent et engrangent quelques succès.

C'est par la révolte générale de la population que les esclaves ont arraché leur liberté et proclamé leur indépendance à la barbe des colons français et alliés. C'est l'embrasement général des masses laborieuses qui mettra fin à la barbarie des gangs armés et au système d'exploitation qui leur a donné naissance.

La Voix des travailleurs

Soudan : un an de guerre



TWITTER LE MATIN

Après des combats à El Fasher, au Soudan.

Le 15 avril à Paris, une conférence internationale s'est penchée sur le sort du Soudan, déchiré depuis un an par la rivalité brutale entre seigneurs de la guerre.

En avril 2023, les deux principales forces de répression qui étaient alliées contre la population soudanaise sont entrées en guerre. Les Forces armées soudanaises sous le commandement du général al-Bourhane, et les forces de soutien rapide du général Daglo, dit Hemetti, avaient réprimé la mobilisation populaire qui avait chassé le dictateur al-Bachir en 2019. Après avoir tiré sur des manifestants qui occupaient le centre de la capitale, Khartoum, les deux généraux avaient renversé ensemble en 2021 le gouvernement civil qui s'était mis en place.

La rivalité sourde entre al-Bourhane et Hemetti

s'était alors muée en un affrontement direct pour le pouvoir. Les forces d'al-Bourhane bénéficient du soutien de l'Égypte, de l'Iran, du Qatar, de la Turquie et de l'Érythrée. De son côté, Hemetti a l'appui des Émirats arabes unis et achète des armes qui transitent par les zones d'Afrique où la milice russe ex-Wagner est implantée.

La guerre qui déchire le Soudan dépasse donc les frontières de ce pays de près de 45 millions d'habitants. Elle a déjà fait près de 50 000 morts. Fuyant les combats, les bombardements aériens, les viols et la famine, 8 millions de personnes se sont déplacées, dont 1,6 million au-delà des frontières,

survivant dans des camps où elles manquent de tout.

À l'invitation du ministre des Affaires étrangères français, Séjourné, la conférence de Paris a promis deux milliards d'euros pour « répondre aux besoins les plus urgents », selon Macron. Une réponse internationale que les ONG jugent honteuse au regard des nécessités.

Cette conférence a été l'occasion pour les grandes puissances impérialistes, qui vendent des armes et financent des guerres partout dans le monde, de faire étalage de commisération envers les victimes et d'appel à la négociation et au cessez-le-feu. Les incendiaires donnent des conseils pour éteindre les flammes et demandent aux tigres qu'ils ont nourris de se muer en agneaux.

Lucien Détroit

**Lisez
Lutte de
classe,**

**revue de l'Union
communiste
internationaliste**

**Au sommaire du
numéro 239 (avril 2024) :**

- L'Europe et la guerre en Ukraine
- Mer Rouge : un conflit nourri par les interventions occidentales
- Après dix ans de pouvoir de Modi et du BJP, l'Inde à l'heure des élections
- La Coordination rurale et la radicalisation des agriculteurs
- Pesticides : le poison de la course au profit
- Marine marchande : les avatars de l'exploitation au long cours

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



MA France – Aulnay-sous-Bois : le bras de fer continue

Depuis le 16 avril, les travailleurs de l'usine d'emboutissage MA France ont engagé un véritable bras de fer avec leur direction et surtout avec Stellantis. Depuis l'annonce d'un dépôt de bilan, ils ne décollèrent pas et exigent des garanties pour leur avenir.

Cette usine est l'ancien atelier des presses de PSA Aulnay en Seine-Saint-Denis, vendu en 2004 au groupe CLN, fournisseur de Fiat. 80% de la production de MA France est destinée au groupe Stellantis, issu de la fusion Fiat-PSA. Le constructeur est aussi propriétaire des outils de presse et lui fournit la

matière première, les bobines de métal. Stellantis est donc donneur d'ordres, fournisseur et client de MA France, soit le véritable patron. Dans son plan de restructuration de ses activités à l'échelle européenne, Stellantis a décidé de transférer la production de cette usine en Turquie et s'est mis à étrangler son

fournisseur en fixant des prix non acceptables avec des «retards» de paiement.

Les travailleurs ont bien compris qu'il fallait qu'ils défendent chèrement leur peau et ont pris par surprise leur patron, et Stellantis, en se mettant à 100% en grève. Du coup, trois usines de Stellantis sont à l'arrêt : Poissy, Hordain et Luton en Angleterre. Cela coûte des dizaines de millions d'euros par jour au groupe. Leur force est là.

Les directions de MA et Stellantis inondent les

grévistés de mensonges et chantages pour tenter de les désolidariser et les démoraliser. La feuille de paie d'avril a été avancée avec le retrait des journées de grève. Pour faire croire que la grève ne sert à rien, ils ont prétendu que Poissy et Hordain allaient reprendre... pour finalement annoncer que c'était repoussé. Il faut dire que, pour des raisons techniques, transférer dans d'autres usines la production réalisée à Aulnay demanderait plusieurs semaines voire des mois. La direction accélère son dépôt de bilan avec une audience au tribunal le 6 mai. Chaque jour apporte donc son lot de manœuvres.

De leur côté la CFDT et FO voudraient signer un accord de reprise pour une prime de 45 000 euros brut qui devrait diminuer de 10 000 euros par jour de retard dans la signature. Pourtant, deux votes à main levée réalisés

en assemblée générale de grévistes ont exigé une prime de 70 000 euros net garantie par Stellantis ou le groupe CLN. Certains ajoutent qu'il faut immédiatement discuter des reclassements, formations, plan senior, emplois garantis, etc. Autant les délégués CGT défendent ce qu'ont voté les grévistes, autant les délégués CFDT et FO ont de leur côté organisé un vote individuel à bulletins secrets, cachés au fond d'un atelier en espérant enfin obtenir un vote de reprise du travail. À la veille du 1er mai, leur opération n'avait pas réussi mais elle contribue à alimenter les risques de division.

D'un autre côté, les grévistes sont encouragés par des délégations de travailleurs venus d'autres usines Stellantis ou Renault. Tous les moments de discussions et d'échange d'expériences sont précieux pour le moral.

Correspondant LO



DRFIP – Paris : semaine en quatre jours, non merci !

Après que Gabriel Attal a annoncé, fin janvier, vouloir expérimenter la semaine de quatre jours dans l'administration, la Direction régionale des Finances publiques de Paris (DRFIP) s'est mise à chercher des volontaires pour cette nouvelle organisation du travail.

Dans son discours, le Premier ministre avait bien précisé qu'il ne s'agissait en aucun cas de réduire le temps de travail, mais de travailler davantage en moins

de temps. Sous prétexte de permettre aux travailleurs d'avoir une organisation plus souple de leur temps de travail, la direction leur propose en réalité de faire des journées à rallonge, en échange d'une journée de repos supplémentaire qui ne servira qu'à se remettre de la course aux dossiers, à l'accueil téléphonique, etc. Sans compter les problèmes d'organisation posés, en particulier pour la garde des enfants.

Cette politique porte un nom : l'augmentation des cadences. C'est bien ce que le gouvernement, comme l'ensemble du patronat, cherche à imposer à tous les travailleurs. Pour le moment, malgré tous les efforts de la direction, l'opération ne rencontre aucun succès, car elle est perçue à juste titre comme une tentative de dégrader les conditions de travail et de vie.

Correspondant LO

Technocentre Renault – Guyancourt : embrigadement militaire au programme

Mi-avril, le ministre des Armées est venu au Technocentre de Guyancourt, dans les Yvelines, afin de signer une convention avec Renault concernant les réservistes. Il n'y a pas eu de publicité dans le site pour cette opération de recrutement. Gradés, collectionneurs de Pokémon nationalistes sur les vestes, la brochette de militaires étaient au garde-à-vous.

Senard, le président de Renault, s'est permis une tirade guerrière évoquant les valeurs dans l'entreprise semblables à celles de l'armée : anticiper, réagir vite, et surtout... obéir.

Guerre économique et guerre tout court, ces dirigeants de grandes entreprises voudraient embarquer le personnel dans leur défense des intérêts des

capitalistes. Le ministre des Armées a dit que c'était «une petite révolution», comme pour confirmer qu'il en faudrait une grande pour mettre fin aux guerres et à la barbarie pour mettre fin au système capitaliste.

Comme disait Prévert : «Travailleurs, attention : quand on prépare la guerre, c'est pour la faire!»

Correspondant LO

Tri postal – Roissy : un remue-ménage préoccupant

Depuis des années la Banque postale restructure. Pour 2025, les directions annoncent des transferts d'activités des centres de tri de l'aéroport de Roissy.

Il existe aujourd'hui deux centres de tri, le Hub et Roissy PIAC (Plateforme Industrielle d'Appui Courrier). C'est ce dernier qui doit être fermé. Au Hub travaillent environ 380 agents et 180 salariés en contrat d'intérim. À Roissy PIAC, ils sont 280 autres agents et 150 intérimaires. Au total, cela donne un effectif de 660 employés, plus 330 salariés en intérim, que les directions voudraient transférer dans le même bâtiment, celui du Hub. Ne resteraient à traiter que les petits et gros colis, dont une partie serait elle-même sous-traitée à Colissimo et d'autres. Les lettres, elles, partiraient au centre de tri du Bourget.

Bien sûr, personne ne demande l'avis des salariés concernés. Depuis

l'annonce en mars, l'inquiétude règne pour l'emploi de tous, et surtout sur ce que deviendraient les salariés intérimaires, au côté desquels les salariés de La Poste travaillent depuis des années. L'inquiétude porte aussi sur ce que seront les conditions de travail, entassés avec les machines trieuses et dans le bruit... L'opération aura lieu au nom de la rentabilité et le bâtiment vide sera rendu à ADP, propriétaire des terrains.

Vendredi 26 avril, un rassemblement devant la poste du fret (Cargo 9) a permis de discuter ensemble du futur transfert et d'avertir les directions qu'elles devront composer avec les salariés des deux sites réunis.

Correspondant LO

Sanofi : tout pour le profit

Mardi 30 avril, plusieurs centaines de travailleurs étaient rassemblés devant le siège de Sanofi, avant de se rendre à l'assemblée générale des actionnaires du groupe, au Palais des Congrès à Paris.

Un mois plus tôt, le 28 mars, le géant de la pharmacie avait annoncé sa « stratégie globale » pour l'horizon 2024-2026, son ambition de « devenir un leader de l'immunologie » et pour cela... de supprimer 330 emplois en recherche et développement !

La stratégie globale n'est bien évidemment pas de savoir quels sont les besoins en termes de santé publique. Elle n'est pas de discuter et de mettre en commun avec les autres géants mondiaux de la pharmacie les résultats de leurs recherches, afin de permettre à l'humanité de bénéficier de leurs avancées et découvertes. Non, elle est

de définir ce qui rapportera le plus. Une armada de financiers et autres spécialistes de la prospective et de la stratégie ont défini qu'à l'horizon 2026 l'immunothérapie est et sera beaucoup plus rentable que les traitements de cancérologie. 330 emplois de recherche en cancérologie, dont 288 sur le site de recherche de Vitry-sur-Seine, doivent donc être supprimés.

Voilà des années que Sanofi se restructure, vend des pans entiers de fabrication ou de distribution et ferme des sites de recherche. Voilà des années que les actionnaires empochent les dividendes et

qu'ils en veulent toujours plus. La santé est le moindre de leurs soucis, et le fait que leurs décisions provoquent des ruptures de médicaments, des difficultés pour se soigner, et mettent en danger ceux qui travaillent et produisent toutes leurs richesses, ne compte pas. Pour eux, les médicaments sont des marchandises. D'ailleurs, il suffit de voir comment Sanofi s'écharpe aujourd'hui avec le ministère de la Santé.

Le 24 avril la Direction générale de la santé (DGS) annonçait aux pharmaciens que, pour la campagne de vaccination de l'hiver prochain, il ne faudra pas compter sur Efluelva, un vaccin antigrippal produit par Sanofi. En effet il ne sera bientôt plus disponible.



Pourquoi? Parce qu'il n'est pas vendu assez cher, répond le laboratoire aux 6 milliards de bénéficiaires. Il était jusqu'à présent vendu 30 euros la dose, soit un prix trois fois supérieur aux autres vaccins antigrippaux. La raison, selon Sanofi, est qu'Efluelva est plus concentré, plus efficace chez les personnes de plus de 65 ans. Mais aujourd'hui, à l'heure de la révision de la fiche du produit et donc de son prix, la Direction générale de la santé voudrait

qu'Efluelva soit vendu au même prix que les autres vaccins, conformément à des études qui montreraient que ses bénéficiaires ne justifient pas un prix trois fois plus élevé. Alors, Sanofi retire ce vaccin du marché.

Qu'il s'agisse des emplois, des conditions de travail, de la production de médicaments ou de science médicale, il n'y a pas à chercher les raisons des décisions ailleurs que dans les comptes bénéficiaires de Sanofi.

Sophie Gargan

Colgate – Compiègne : ensemble contre les licenciements

À l'usine Colgate-Palmolive de Compiègne, après un premier débrayage de deux heures le 16 avril, les trois équipes ont cessé le travail du 24 au 25 avril pour protester contre le licenciement de 104 de leurs camarades qui travaillent dans l'usine Cotelte de Rillieux-la-Pape, située près de Lyon.



Les travailleurs, après l'annonce de leur licenciement et de la fermeture de cette filiale du groupe Colgate-Palmolive qui produit l'eau de Javel La Croix, se sont mis en grève dès le 27 mars. Ils veulent obtenir davantage de garanties pour leur avenir. En effet la direction de Colgate ne propose pour l'instant qu'une indemnité de licenciement d'un mois de salaire par année d'ancienneté, avec un maximum de 24 mois. La moitié des travailleurs de Cotelte ont plus de 54 ans, il leur sera donc très difficile de retrouver un travail. Les deux ans de salaire que la prime annoncée par la direction représente dans le

meilleur des cas sont complètement insuffisants.

De leur côté, les 450 travailleurs de l'usine Colgate de Compiègne ont réagi, conscients que cette attaque qui touche leurs camarades de Cotelte les concerne tous. Lors de la grève organisée fin avril, devant l'usine, une visio-conférence a même été organisée avec eux pour se tenir au courant de l'attitude de la direction et discuter entre grévistes. Nombre de travailleurs, à Compiègne comme à Rillieux, tiennent à renforcer les liens entre eux.

Le groupe Colgate emploie plus de 30 000 travailleurs dans le monde entier. La direction a annoncé les

résultats du premier trimestre 2024 : le résultat net est de 635 millions d'euros sur trois mois. Par rapport à l'année dernière, la marge brute a augmenté de plus de 10%. Tout va si bien que la direction a revu à la hausse ses prévisions de résultats. Les actionnaires, eux, ont vu le montant du dividende par action augmenter de 4,2% début mars. Colgate a donc largement de quoi payer pour que les travailleurs de Cotelte les plus anciens aient de quoi vivre dignement jusqu'à leur départ à la retraite, et qu'aucun autre ne se retrouve sur le carreau.

Correspondant LO

Chantier des JO – Paris : justice pour Amara !

Le 16 juin 2023, Amara, 51 ans, chef d'équipe de l'entreprise de Darras et Jouanin, avait perdu la vie après avoir été percuté par un camion de chantier en marche arrière.

Samedi 27 avril, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées pour lui rendre hommage et dénoncer la responsabilité patronale.

Le chantier est sous la direction de Veolia et de la Ville de Paris, donneurs d'ordres responsables de la sécurité sur ce chantier des JO. Un collègue

d'Amara, syndicaliste de l'entreprise Sade, co-traitante sur ce chantier, a dénoncé l'absence de bip de recul du camion, d'homme-traffic pour guider le chauffeur, de marquage au sol, de délimitation pour les piétons, etc.

Un autre collègue a raconté comment Amara est resté écrasé de longues

minutes sous le véhicule sous les yeux de ses collègues, attendant l'engin nécessaire pour l'extraire.

La famille et des femmes et des hommes de la communauté malienne ont dit toute l'importance des revenus de chacun de ces travailleurs pour faire vivre la famille élargie, voire des villages entiers grâce au salaire d'un seul d'entre eux. Amara est mort et la famille et le village qui vivaient de son salaire sont touchés

affectivement bien sûr, mais aussi dans leurs moyens de subsistance.

Ce chantier du bassin d'Austerlitz sur lequel travaillait Amara a pour objectif de rendre la Seine baignable pour les épreuves des JO. Rien n'a été fait depuis la mort d'Amara pour lui rendre justice, ni de la part de la Ville de Paris, ni des entreprises intervenant sur le chantier, Veolia, Darras et Jouanin et Sade.

En 2022, 738 décès ont

été recensés officiellement suite à un accident du travail. Le 5 mars 2022, au centre d'action sociale de la Ville de Paris, un autre salarié, Moussa, décédait suite à une chute d'une fenêtre. Deux ans après, aucune justice n'a été rendue.

Par la recherche du profit et des économies sur le dos des travailleurs, les capitalistes les exposent chaque jour aux dangers les plus graves.

Correspondant LO

SNCF : les fins de carrière et l'intox patronale

La presse et une brochette de responsables politiques ont fait mine de s'indigner du récent accord de fin de carrière signé à la SNCF entre la direction et l'ensemble des syndicats cheminots.

Certains sont allés jusqu'à prétendre que le nouveau dispositif annulait les effets de la dernière réforme des retraites. Il n'en est rien et, vu les conditions demandées en termes d'ancienneté ou de métier, tous les cheminots n'y auront pas droit.

Cet accord est une nouvelle mouture de celui sur la cessation progressive d'activités en vigueur depuis 2008, saupoudré de quelques mesures salariales en fin de carrière. Moyennant une perte de salaire, il permettra au mieux

d'avancer de quelques mois un départ en retraite qui, lui, a reculé de deux ans ! Au final, tout le monde travaillera plus longtemps qu'auparavant, pour une retraite toujours plus faible. Alors, la pilule est loin de passer.

L'objectif de la direction dans cette affaire était double. De plus en plus de cheminots, en roulements, en 3X8, ou simplement épuisés par le travail, ne peuvent plus assurer leur poste, mais ne peuvent prendre leur retraite en raison de l'âge légal qui ne cesse de reculer ou des décotes liées à l'allongement de la durée de cotisation. Elle a donc créé des dispositifs qui, moyennant des pertes de salaire moins brutales qu'auparavant, permettent soit de changer d'affectation, soit une cessation progressive d'activité, soit encore un temps partiel avec un salaire partiel. Il n'y a là rien d'original, puisque dans de nombreux secteurs, y compris la fonction publique, les patrons et

l'État ont fait de même afin de faire supporter aux plus anciens travailleurs le recul de l'horizon de la retraite. Mais ce sont bien ceux-ci qui payent, dans leur chair et sur le bulletin de salaire, cette prolongation forcée.

D'autre part, il s'agissait pour la direction SNCF d'obtenir l'aval des syndicats. Elle a, de ce point de vue, fait carton plein.

En 2008 déjà, alors que la réforme Fillon-Sarkozy faisait reculer l'âge de départ en retraite et augmenter la durée de cotisation, la direction avait instauré cette cessation progressive d'activité avec la signature de plusieurs syndicats dont la CGT. D'autres, comme Sud-Rail, avaient dénoncé, à juste titre, la manœuvre.

Cette fois, ils ont tous signé, Sud-Rail compris, et ont permis à la direction de la SNCF de se poser en chantre du dialogue social. Ils ont eu droit aux félicitations de Farandou, le PDG de la SNCF qui a vanté « *le sens des responsabilités des partenaires sociaux qui ont su saisir le compromis* ». Mais la responsabilité, ce serait au contraire d'organiser la riposte à la guerre de classe que mènent gouvernement et patronat.

On ne sait quelles promesses syndicales ont été faites concernant la levée éventuelle de préavis dans la période à venir. Mais une chose est sûre, l'accord n'engage que les signataires, pas les cheminots.

Christian Bernac



Cheminots contre la réforme des retraites, en décembre 2019.

RATP Bus : à travail égal, salaire égal !

Jeudi 25 avril, une centaine de conducteurs de plusieurs dépôts RATP se sont retrouvés en assemblée générale à l'appel de la CGT au sujet des salaires.

Depuis janvier 2023, les nouveaux embauchés à la RATP sont privés d'un complément de rémunération de 290 euros net mensuel, qui avait été attribué aux autres conducteurs en contrepartie d'une brutale dégradation des conditions de travail.

Les interventions se sont succédé, au cours desquelles une conductrice a dénoncé une inégalité salariale qui pèse lourd, en particulier quand on est payé 1 700 euros et qu'on élève seule ses enfants en région parisienne. Un conducteur avait fait ses comptes : au total, ce sont 3 800 euros que la RATP lui doit, à lui et à bien d'autres.

L'encadrement et certains syndicats affirment que les nouveaux n'ont pas à avoir de « compensation » pour une dégradation qu'ils n'ont pas connue... Ils ont été renvoyés dans les cordes, les conducteurs répondant que tous font face aux mêmes conditions de

travail ! Souvent, elles sont même encore pires, car l'encadrement ne se gêne pas pour changer les services du jour au lendemain, sans prévenir, et en exigeant qu'on vérifie les horaires depuis chez soi, la veille au soir.

Des nouveaux ont appelé à ne pas baisser la tête dans l'entreprise quand on ne baisse pas les yeux en dehors. Ils ont rappelé les bénéfices de la RATP et ceux auxquels ils contribuent en amenant chaque jour des centaines de milliers de salariés au travail. Certains ont évoqué leurs expériences de grève dans d'autres entreprises, expliquant qu'on ne peut faire reculer les injustices qu'en les combattant.

La réunion s'est conclue par le vote de deux jours de grève les 21 et 22 mai. Les nouveaux représentent 3 000 conducteurs sur 16 000, ils peuvent devenir une force s'ils s'organisent et réagissent ensemble, car



DENIS SUTTON RATP

nombre d'entre eux ne sont pas titularisés et peuvent craindre les repréailles de la direction s'ils sont isolés. Leur lutte pourrait entraîner le reste des conducteurs, dont les conditions de travail se sont fortement dégradées pour préparer le transfert vers des filiales.

Au-delà de toutes les divisions développées par la direction au fil des années, entre anciens et nouveaux, statutaires et CDI, métro et bus, le combat commun sera indispensable pour faire reculer la direction.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Lutte chez ISM Interprétariat

L'association ISM Interprétariat, engagée depuis 54 ans dans l'interprétariat en milieu social, se retrouve au cœur d'un conflit ouvert, illustrant les tensions grandissantes entre la direction et les salariés, dans un contexte où les valeurs associatives semblent s'effriter.

Avec plus de 600 salariés et autant d'autoentrepreneurs, l'association fournit des prestations d'interprétariat pour les services publics et les associations d'aide aux migrants dans toute la France. Les interprètes d'ISM interviennent auprès des institutions en charge du droit d'asile (l'OFPPA et la CNDA) du personnel hospitalier, des travailleurs sociaux. Cependant, derrière cette façade de solidarité se cachent des réalités bien différentes. Les travailleurs dénoncent au sein de cette organisation, un management autoritaire et unilatéral, mené par un directeur général omniprésent et omnipotent, entraînant un climat délétère qui nuit à la motivation et génère un important turnover.

La situation actuelle de l'association fait craindre aux salariés la mise en

place d'un plan de licenciements, évoqué par le directeur qui souhaite « réduire la voilure » dans un objectif de rentabilité. Le cas d'une salariée, qui a été mise à pied, a été l'élément déclencheur d'une journée de grève et de protestation le 25 avril. Le directeur s'en est pris à cette salariée pour l'empêcher de se présenter aux élections professionnelles sur les listes de la CGT et casser ainsi la dynamique en place dans l'association, à la suite de la première grève, il y a un an.

Cet appel à la mobilisation, le 25 avril, a rassemblé des dizaines de travailleurs. Malgré les efforts de dissuasion du directeur, les grévistes ont fait entendre leur voix avec force devant le siège d'ISM Interprétariat à Paris, pour soutenir leur collègue et réclamer de meilleures conditions de travail et des revalorisations salariales.

Cette lutte au sein d'ISM Interprétariat reflète un dilemme plus large dans le monde associatif, où les aspirations à la transparence et à la bienveillance se heurtent à des réalités de gestion comptable, de plus en plus empruntées au secteur marchand.

Un lecteur

Brink – Bétheny : une victoire des ouvriers

Les travailleurs de Brink, entreprise d'attelages de remorques de près de 170 personnes, intérimaires compris, à Bétheny près de Reims, ont fait grève trois semaines, depuis le mardi 2 avril.

Le mouvement a éclaté spontanément, suite aux propositions de la direction en matière de salaire. Il a été suivi par près de 90 % des ouvriers, qui réclamaient 150 euros pour tous et un 13^e mois. La direction a refusé toute négociation pendant une semaine, puis a proposé 100 euros brut et refusait toute autre avancée. La grève s'est donc poursuivie pendant deux autres semaines. Période durant laquelle la direction a multiplié les pressions sur les intérimaires et les

travailleurs détachés pour maintenir la production, sans y parvenir.

Ce n'est que le mercredi 24 avril que la direction a cédé. Les ouvriers ont obtenu 3,7 %, avec un minimum de 120 euros brut pour tous, une prime de « partage de la valeur », dite prime Macron de 700 euros, avec l'accord de mise en place d'un 13^e mois avant la fin d'année. Par ailleurs, le maintien d'un certain nombre de primes, la prise en charge de trois jours de grève par le patron et le lissage des

jours de grève restants sur le reste de l'année ont permis de compenser en partie les pertes de salaire.

Durant toute la grève, les grévistes ont montré une détermination intacte, organisant notamment des collectes de soutien auprès des automobilistes sur les ronds-points proches de l'usine. Toutes les actions et décisions étaient prises collectivement, permettant d'unir les travailleurs des différents services.

Pour tous, cette grève a été une réussite et a changé le rapport de force avec une direction qui croyait avoir jusque-là tous les pouvoirs.

Correspondant LO

Casino : les travailleurs ont le droit de savoir

La nouvelle direction du groupe Casino, racheté il y a peu par le milliardaire Kretinski, a présenté mercredi 24 avril son plan de réorganisation. Cinq cents emplois sont supprimés au siège social de Saint-Étienne et, en tout, plus de 3 000 postes sont menacés en France.

Au siège, les salariés ne sont pas dupes : ce plan de licenciements risque d'être suivi d'autres. Déjà des hauts cadres, tenus pour responsables de la débâcle, sont partis dans d'autres groupes pour de bons postes et avec un gros chèque. Ce qui choque le plus est que les salariés sont toujours les derniers au courant. Une salariée du siège témoigne : « On nous a dit pendant des années que tout allait bien alors qu'ils devaient déjà préparer leur plan. » Même la presse a été avertie la veille de l'annonce faite aux travailleurs !

À Easydis, ancien entrepôt Casino qui serait racheté par Id Logistics, qui gère les approvisionnements pour le groupe Intermarché, l'attente pourra durer jusqu'à fin septembre pour savoir à quelle sauce les salariés seront mangés. Comme dit un travailleur de l'entrepôt :

« Au total, on aura vécu une année dans l'angoisse ».

L'ancien actionnaire, Jean-Charles Naouri, après avoir amassé des milliards pendant des années, a vendu les magasins et les salariés comme on vend des voitures d'occasion. Les nouveaux actionnaires vendent maintenant les pièces détachées, celles qui rapportent, et se débarrassent du reste.

La levée du secret des affaires et la transparence imposée par les travailleurs serait une nécessité vitale. On pourrait alors savoir où est l'argent, où sont passés les milliards issus de l'exploitation de générations d'employés, sous la dynastie des Guichard, fondateur du groupe Casino, comme sous Naouri, qui s'est enrichi sur leur dos. On verrait alors qu'il y a largement de quoi maintenir tous les emplois.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Migrants : les conséquences d'une politique criminelle

Cinq migrants, une petite fille de sept ans, trois hommes et une femme, sont morts dans la nuit du 22 au 23 avril au large d'une plage de Wimereux, dans le Pas-de-Calais, en tentant de traverser la Manche à bord d'un bateau surchargé, avec plus de 110 passagers.

Ce nouveau drame est la conséquence de la politique toujours plus répressive vis-à-vis des migrants de la part des pays d'Europe, qu'ils fassent ou non partie de l'Union européenne. Le 10 mars, le Premier ministre britannique Rishi Sunak a rencontré Macron et annoncé le versement de 543 millions d'euros supplémentaires à la France pour empêcher plus de bateaux de traverser la Manche, et

fournir du matériel tel que drones, jumelles à vision nocturne, caméras de surveillance, barrières...

Une enquête de Lighthouse Reports, un collectif de journalistes de plusieurs pays, dénonce les méthodes dangereuses et illégales de certains policiers : bateau crevé à plusieurs dizaines de mètres de la côte, vagues créées autour d'une embarcation afin de la faire chavirer...

Bien que les interpellations en mer soient officiellement interdites, la Défenseure des droits, Claire Hédon, confirme que quatre cas sont en cours d'investigations.

La même Défenseure des droits a rendu public le 25 avril un rapport qui dénonce le traitement des migrants, cette fois à la frontière franco-italienne. Alors que selon la circulaire Schengen, cette frontière devrait être ouverte, le gouvernement français y a rétabli des contrôles depuis 2015. Les droits des migrants ne sont pas respectés, notamment pour les demandeurs d'asile, qui sont refoulés sans avoir eu



Lors d'une traversée précédente.

la possibilité de faire une demande, ou pour les mineurs isolés, renvoyés en Italie alors qu'ils devraient être confiés à l'Aide sociale à l'enfance.

La police enferme aussi fréquemment des migrants pendant toute une nuit dans des locaux exigus, sans hygiène, qui manquent de lits et de matelas, sans aération,

et sans séparation entre adultes et mineurs.

Ces pratiques illégales des policiers sont généralisées. Elles ne peuvent que résulter de consignes transmises par leur hiérarchie. Et celles-ci ne font que répercuter sur le terrain une politique criminelle décidée au niveau gouvernemental.

Hélène Comte

Mayotte : le choléra sévit, Darmanin traque les pauvres

À Mayotte, les cas de choléra sont passés de 13 à 26 en trois jours. Des cas autochtones sont apparus à Koungou, une commune aux nombreux bidonvilles. L'apparition du choléra est une conséquence de la misère et du sous-développement.

On sait que les conditions de vie insalubres dans lesquelles sont plongées des dizaines de milliers de personnes favorisent la propagation de la maladie. Elles ne disposent pas de sanitaires et leur accès à l'eau se limite à une fontaine en bas de leur bidonville. Pour y accéder, il faut parfois faire trente minutes de marche. Cette eau courante n'est pas de bonne qualité, à tel point que tous ceux qui en ont les moyens ne boivent que de l'eau en bouteille. Mais c'est un luxe qui coûte cinq euros le pack de six bouteilles, inaccessible aux habitants des bidonvilles, sans même parler de migrants africains de Cavanî qui ont été chassés de leurs abris de fortune par les militants des Forces Vives et la police. Ces réfugiés, qui fuient la guerre dans l'est du Congo ou la famine en Somalie, survivent désormais dans la rue, sur des cartons, avec un ruisseau pour seul accès à l'eau.

Dans ces conditions, les conseils de l'Agence régionale de Santé, « Lavez-vous régulièrement les mains » et « Buvez uniquement de l'eau potable » – seuls moyens pour échapper à l'épidémie – sont inapplicables et

en deviennent révoltants.

Alors que le choléra se répand, l'État continue de concentrer ses moyens pour son opération « Place Nette », nouveau nom de l'opération Wuambushu lancée en mai 2023. La chasse aux pauvres

prime sur la lutte contre le choléra, des quartiers sont détruits et les habitants sont laissés sans solution. La semaine du 22 avril, la police s'en est prise aux pêcheurs, accusés de travailler illégalement. Les contrôles se multiplient sur la route. Les taxis « Mabawa », c'est-à-dire non déclarés, seule source de revenus pour bien des réfugiés sans-papiers, sont harcelés. Leur taxi est

confisqué, et ils doivent payer des centaines d'euros pour le récupérer. Les agents menacent d'arrêter les passagers. Et cela peut se finir immédiatement au centre de rétention, avec une expulsion dans la foulée.

Police, gendarmerie, douanes, PAF... tous travaillent main dans la main pour rendre la vie impossible aux travailleurs sans-papiers. Ceux qui triment sur les chantiers, dans les taxis, comme nounou ou encore au marché, tentent de se tenir au courant grâce à des groupes WhatsApp pour savoir quelle route éviter pour ne pas tomber entre leurs mains. Dimanche 28 avril, une jeune fille de 13 ans a été expulsée, sans ses parents.

L'État sait montrer les muscles pour s'en prendre aux pauvres, mais il se garde bien de contrôler Vinci, le

groupe multimilliardaire, responsable de la mauvaise qualité de l'eau courante et des coupures qui continuent. Alors que plusieurs centaines de millions d'euros sont mis dans le « rideau de fer maritime », nouvel arsenal visant à empêcher les bateaux de réfugiés d'atteindre l'île, quasiment rien n'est fait pour construire des logements décentes pour les travailleurs.

Des renforts de gendarmes et des agents de la PAF sont arrivés ces derniers jours sur l'île, mais l'hôpital, déjà en sous-effectif grave, devra faire face à l'épidémie de choléra sans personnel en plus. À Mayotte, l'État apparaît clairement, tel que Engels l'avait défini : « une bande d'hommes armés » qui maintient l'ordre au service de la classe dominante, en même temps que les conditions de misère de la population.

Tania Lemel



Vente de conteneurs d'eau le long de la route, dans le sud de Mayotte.

Les responsabilités de l'État

Selon le directeur de l'ARS, l'épidémie de choléra serait due à une maladie qui ne s'est pas présentée au Samu comme les autorités sanitaires enjoignent de le faire en cas de diarrhées ou de vomissements dans le cadre du « plan riposte choléra ».

Atteint du syndrome Darmanin, il utilise le même langage en parlant

d'« opération coup de poing » pour la création de trois spots de vaccination mobile, la livraison de 2 600 doses de vaccin dans le courant de la semaine et des renforts en médecins et infirmiers en provenance de Paris.

Ceci se passe dans les quartiers où les habitants sont jetés à la rue avec la destruction de l'habitat

précaire, dans le cadre de l'opération « Place nette » succédant à Wuambushu, où l'eau potable et simplement courante est une denrée rare et chère, et où, de plus, les plus démunis cherchent à échapper au risque d'être expulsés.

Le choléra, caractérisé par une diarrhée aiguë, est causé par une bactérie

généralement transmise par la consommation d'eau ou d'aliments contaminés. Le danger principal de contagion est le manque d'accès à l'eau potable.

Or Mayotte est depuis des années en pénurie d'eau et l'État n'a jamais entrepris de construire les infrastructures indispensables.

C. D.